



Pris en otage depuis plus d'une vingtaine de jours à sa résidence à Yaoundé, la libération de l'opposant Maurice Kamto ainsi que celle des civils mis aux arrêts avant et pendant la marches pacifique du 22 septembre est exigée par l'Organisation des Nations Unies.

Cameroonvoice

C'est ce 12 octobre que 14 experts indépendants des droits de l'homme des Nations Unies ont appelé les autorités camerounaises à libérer Maurice Kamto mis en résidence surveillée depuis le 21 septembre dernier.

Ces observateurs de l'organisation dirigée par António Guterres appellent également à la libération des centaines de personnes arrêtées lors de manifestations pacifiques du 22 septembre 2020 dans plusieurs régions du pays. Avisés des violences qu'ont subies ces personnes avant et durant leur arrestation, « ***Nous sommes extrêmement préoccupés par les arrestations massives de manifestants pacifiques et de militants politiques qui expriment leur dissidence*** », ont écrit ces experts entre les ligne d'un communiqué conjoint publié ce 12 octobre.

Et de préciser que plus de 500 personnes auraient été arrêtées à la suite des manifestations

organisées par l'opposition camerounaise le 22 septembre, et que quelque 200 seraient toujours en détention; courant le risque d'être accusées de terrorisme et d'atteinte à la sécurité nationale et d'être jugées par un tribunal militaire pour avoir exercé leurs libertés fondamentales.

Dans leur communiqué conjoint, ces experts rappellent au régime Biya que « ***L'interdiction de la torture et de toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant est absolue en vertu du droit international des droits de l'homme, et ne peut être justifiée*** », a appris .

En sus, la séquestration du président Maurice Kamto est condamnée par ces experts « ***L'assignation à résidence de M. Kamto pourrait constituer une privation de liberté, en violation de ses droits à la liberté de réunion pacifique et d'association, ainsi que de la liberté et à la sécurité de sa personne*** », indiquent-ils avant de reconnaître la légitimité de marche organisée par Maurice Kamto. « ***tout individu a le droit d'organiser et de participer à des réunions pacifiques, de s'associer avec d'autres et de prendre part à la conduite de la vie publique. Aucun de ces actes n'est un crime, et le Cameroun devrait célébrer et accepter la dissidence, car une véritable démocratie prend en compte les demandes de la population au lieu de les réprimer*** », rappellent-ils au régime Biya.

Un appel qui arrive alors que le gouvernement Camerounais est soupçonné de planifier l'empoisonnement de l'opposant camerounais privé de liberté depuis lors. Les mauvaises pratiques du gouvernement camerounais lui attirent de plus en plus les foudres de la communauté internationale. On se souvient que l'avocat international Robert Amsterdam a annoncé qu'il prendra des mesures fortes devant cette injustice flagrante.